

Solidaires Écologie

- p. 2 Édito
- p. 2 Brochure «Écologie. Agir syndicalement»
- p. 3 Bilan de la grande manif'ation
#sortiederoute
- p. 5 La Montagne se soulève contre le Lyon-Turin
- p. 7 Éclosion d'un nouveau syndicat local : Sud Agriculture Tarn
- p. 8 L'appel de 25 syndicats, associations et partis politiques à «sauver le Fret ferroviaire»
- p. 10 Retour sur...
- p. 11 Lecture
- p. 12 Agenda



AGIS SYNDICALEMENT
POUR LA VIE SUR TERRE!



ÉDITO

Pour l'Union syndicale Solidaires, le combat écologique, pour la justice sociale et environnementale, est un combat syndical, et un combat urgent à mener. Gouvernements et patronat sont prêts à tout pour empêcher une véritable reconversion écologique de la société. Notre rôle d'organisation syndicale est d'une part de dénoncer la vitrine verte des politiques menées, et d'autre part de construire les mobilisations et propositions sur le terrain pour imposer la reconversion écologique. Solidaires se bat pour une transformation en profondeur des systèmes de production et de consommation et développe une écologie pour et par les travailleuses et les travailleurs.

Pour notre syndicalisme, la reconversion écologique de notre société doit partir d'une réflexion sur les besoins réels. Ceux-ci doivent être définis collectivement et doivent amener à une gestion de la production au plus près de ces besoins, dans le respect des travailleuses et travailleurs et de l'environnement. C'est ce dont nous discuterons et débattrons lors des 2 journées autour de la reconversion sociale et écologique qui auront lieu les 26 et 27 juin 2023.

L'objectif est d'avoir un contrôle démocratique de la production pour être au plus proche des besoins de la population tout en étant attentif à ses impacts sur l'environnement et l'écologie. En agissant là où nous sommes, en nous organisant collectivement sur nos lieux de travail et de vie, en agissant ensemble, nous renforçons les luttes de tous et de toutes. Rien n'est inéluctable. Nous avons une force incomparable, c'est notre nombre et notre rôle dans la société. Les patrons, les actionnaires, les banquiers ou les ministres s'accaparent les ressources de la planète pour toujours plus de bénéfices, nous devons nous organiser pour abattre ce capitalisme mortifère !

Ensemble, nous pouvons construire une autre société !

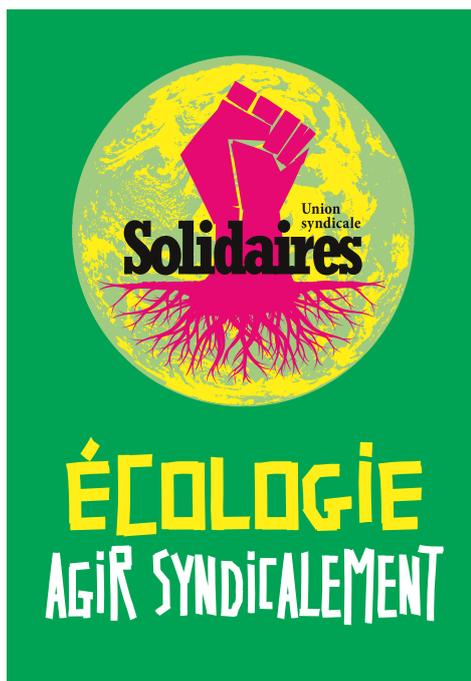
BROCHURE « ÉCOLOGIE. AGIR SYNDICALEMENT »

La campagne Partageons (sur) le travail de l'Union syndicale Solidaires vise à porter des revendications offensives, pour opérer la transformation sociale qu'impose l'aggravation des injustices sociales et environnementales. Après avoir mis l'accent sur la protection sociale et sur les services publics, après un mouvement massif pour protéger nos retraites, la campagne ouvrira un volet écologie : Journées reconversions sociales et écologiques (26 -27 juin), de rencontres entre syndicalistes, Rencontres de l'été 2023 (3-7 juillet), journées de formation avec pour fil rouge l'écologie. En écho et en appui de ces échanges, une brochure paraît sous peu. Elle s'intitule « Écologie. Agir syndicalement », et propose plusieurs portes d'entrée pour les équipes syndicales désireuses de mener le combat pour la justice sociale et environnementale.

Catastrophes industrielles, pollutions, sécheresses, inondations et canicules, chute de la biodiversité... l'urgence écologique s'impose à toutes et tous. Syndicalistes, nous savons aussi que, contrairement aux idées reçues, la défense des intérêts des travailleuses et des travailleurs va de pair avec le combat écologique. C'est le même système capitaliste et productiviste qui exploite et broie les salarié-es et la planète. Ce sont les plus pauvres (les pays, les classes sociales) qui subissent de plein fouet la crise environnementale, et ce sont les plus riches (les pays, les entreprises, les classes sociales) qui en sont les premiers responsables. C'est pourquoi, pour Solidaires, l'écologie est un combat syndical : nous nous battons pour une transformation en profondeur des modes de production, et nous développons une écologie pour et par les travailleuses et les travailleurs.

Mais par où commencer ? Comment s'y prendre ? Comment aller plus loin pour imposer des ruptures ? Dans cette brochure, les syndicalistes de l'union ont partagé leurs expériences concrètes et leurs outils, avec plusieurs entrées : ce qu'il faut savoir sur la crise environnementale en cours, comment construire des revendications sectorielles ou territoriales, quels outils utiliser (le droit, les CSE...) et quels modes d'action pour porter le combat écologique et anticiper les reconversions, et des exemples de mobilisations passées et en cours où des structures de Solidaires sont impliquées.

La brochure sera prochainement disponible en ligne et dans les Solidaires locaux. Une lecture estivale pour prendre du recul sur les luttes actuelles et à construire ! La crise écologique n'est pas une fatalité, elle est liée à l'activité capitaliste. À nous de fédérer les forces et de créer les mobilisations nécessaires.





BILAN DE LA GRANDE MANIF'ACTION #SORTIEDEROUTE

A l'appel de La Voie Est Libre, Extinction Rebellion Toulouse, Confédération paysanne, Les soulèvements de la terre, signé par plus de 60 organisations dont SUD Solidaires Tarn, plus de 8200 personnes ont manifesté ce samedi contre le projet d'autoroute #A69 #Castres #Toulouse.

Plusieurs camarades de Solidaires étaient présent-es et rassemblé-es autour de la BatucaSol de Solidaires 31.

Après une marche de 12km sur le tracé prévu pour l'autoroute, constatant la richesse et la beauté de ces terres à préserver, le cortège a investi la route nationale... puis les manifestant-e-s ont fait une longue chaîne humaine pour ériger un mur de parpaings de bloquant les deux voies de la circulation.

Si l'autoroute se faisait, la déviation (route existante) serait

privatisée et payante (8€ l'aller) pour le bénéfice de NGE Atosca, et bien sûr elle détruirait plusieurs écosystèmes précieux

Nous avons illustré cela avec une course de «bolide» pour montrer à quel point, nous allons droit dans le mur avec l'#A69,

Ce projet anachronique (il date de 1980) menace en effet 400 hectares de terres agricoles, de bois et zones humides : une destruction dénoncée unanimement par les instances indépendantes (Ae, CGI, CNPN...), par 160 agriculteurs du territoire et par 90% des 6 266 avis exprimés lors de l'enquête publique environnementale.

Déni démocratique, aberration écologique, privatisation des infrastructures routières... TOUT Y EST !

Barrons la route à l'#A69

#nomacadam

#stopa69



LA MONTAGNE SE SOULÈVE CONTRE LE LYON-TURIN

Pour que ce projet ne voie jamais la lumière au bout du Tunnel !

Depuis plus de 30 ans, un projet de chantier ferroviaire titanesque, impliquant le forage de 260 km de galeries à travers les Massifs Alpains, anime l'imaginaire mégalo et détraqué du consortium TELT, « Tunnel Euralpin Lyon Turin » allié de décisionnaires politiques « visionnaires » et de groupes tels que Vinci Bouygues ou Eiffage. Bien que le transport de marchandises stagne depuis 1994, que la ligne existante ne soit utilisée qu'à 20% de sa capacité de fret, TELT envisage de creuser 11 tunnels, dont le plus grand d'Europe, le « Tunnel de Base » de 57 km. Et tout cela pour faire gagner aux voyageurs et aux marchandises seulement 1h25 entre Paris et Milan. Une façon simple de s'assurer des décennies de chantiers juteux, propulsés par plus de 30 milliards d'argent public.

Un programme de destruction massif (Alpin)

Aujourd'hui, dans la vallée de la Maurienne et en Val di Susa, les travaux préparatoires du tunnel de base ont débuté. Déjà, des dizaines de sources drainées par les machines ont tari ou perdu du débit, des nappes phréatiques ont été percées, 1500 hectares de terres agricoles seront artificialisées. Tout ça pour mettre en place les zones de chantiers, entreposer les millions de mètres cubes de gravats arrachés à la montagne, ouvrir les centrales à béton et les carrières nécessaires à l'extraction des matériaux et à la construction des tunnels.

Contre le Lyon-Turin, une mobilisation franco-italienne

Depuis une dizaine d'années, en France, collectifs et associations se mobilisent pour montrer le non sens absolu de ce projet. Mais cette lutte dépasse les frontières ! En Italie, le mouvement populaire NO TAV se bat depuis 30 ans pour préserver sa vallée, ses montagnes et la vie qui y foisonne et



ce malgré une violente répression et une drastique militarisation des territoires. Mobilisations à 70 000 personnes, blocages de chantiers, construction de lieux de vie communs sur ou à proximité des chantiers le mouvement italien a réussi à ralentir la

course effrénée de ce projet archaïque ! Avant le début du forage du tunnel de base, mettons un coup d'arrêt à ce projet, avant que travaux et dégâts engendrés ne soient irrémédiables !

Retrouvons-nous en masse le week-end du 17/18 juin dans la vallée de la Maurienne, pour une manifestation internationale déterminée !

Une vidéo : <https://youtu.be/A6j8unxb0xs>

Voici le programme (le lieu sera communiqué rapidement mais cela se passera en Maurienne) et avant quelques conseils :

→ Nous vous invitons à rejoindre le lieu de mobilisation dès les vendredi soir, au vu de l'heure de départ en manifestation prévue. Il sera annoncé précisément via ce [canal Telegram](#).

Le [lien mobicoop](#) pour le covoiturage.

→ Si vous venez véhiculés, pensez bien à prévoir de l'eau en quantité et de la nourriture pour la durée du week-end, des sandwiches pour la manifestation.

Les cantines seront sur place le samedi midi, soir et le dimanche midi, mais selon notre nombre, elles ne pourront peut-être pas alimenter tout le monde.

→ Venons tou.te.s habillé.e.s en bleu, que cette manifestation internationale pour la défense de l'eau et de la montagne ressemble à un torrent alpin.

Et ramenez vos casseroles, c'est de saison !

Programme de la mobilisation internationale contre le Lyon-Turin, 17/18 juin

Vendredi 16/06, 15 h

→ Début de l'accueil sur le site

→ Début de soirée : Intervento, Collectif Ballast, «Une histoire choisie des LGV», balades naturalistes

Samedi 17/06

→ 10h : Prises de parole, briefs médic/juridique, et départ de la manifestation internationale (Dress-Code : «Bleu torrent», casseroles désirées)

→ 19h : Cantines et Concerts

Les Farfadets (Rock Fâché- Maurienne)

DialCaloiz (Heavy Punk - Val de Suse)

Narada (Tarentelle Féministe)

Dimanche 18/06

→ 10h : tables rondes et interventions, avec Alessandro Pignocchi (chercheur et auteur de bandes dessinée), Erica Sandford et Paolo vezza (hydrogéologues), Angelo Tartaglia et Laurent Husson, François Jarrige (historien des techniques)...

→ Après-midi : Assemblée des Massifs en lutte et des comités locaux des Soulèvements.

→ 8h, 10h et 14h, départs en balades avec les Naturalistes des Terres.

Durant le week-end

Infokiosque / Dispositif Riot Fight Sexism / Garderie / coin Chill / dispositif psy / pôle dévalidiste (contact mail du pôle : train_et_soin_73@proton.me)

Nous vous invitons à rejoindre le lieu de mobilisation dès les vendredi soir, au vu de l'heure de départ en manifestation prévue. Il sera annoncé précisément via ce canal Telegram.

Si vous venez véhiculés, pensez bien à prévoir de l'eau en quantité et de la nourriture pour la durée du week-end, des sandwiches pour la manifestation.

Les cantines seront sur place le samedi midi, soir et le dimanche midi, mais selon notre nombre, elles ne pourront peut-être pas alimenter tout le monde. Venons tou.te.s habillé.e.s en bleu, que cette manifestation internationale pour la défense de l'eau et de la montagne ressemble à un torrent alpin.

Venez nombreux-ses ! Ce combat est crucial !



Le Lyon-Turin est un projet contre les cheminot·es !

Les 17 et 18 juin, une mobilisation populaire et internationale contre le Lyon-Turin aura lieu en Maurienne. L'Union syndicale Solidarités et la fédération SUD-Rail appellent à participer massivement à ce week-end pacifique de manifestations, de débats et de convivialité afin de réaffirmer que la priorité n'est pas ce mégaprojet inutile et écocide, mais un report modal de la route vers le rail tout de suite en améliorant le réseau existant. Aucune génération n'a eu à rencontrer le réchauffement climatique que l'on connaît. **Seule une réorientation de nos économies pour baisser nos impacts doit être recherchée ; le Lyon-Turin fait tout le contraire !**

Suppression de la gare de triage Fret à St Jean de Maurienne !

Sur ordre de TELT (société chargée de la construction puis de la gestion du Lyon-Turin), SNCF Réseau va bientôt détruire la quarantaine de voies du triage de St Jean de Maurienne et le poste d'aiguillage pour y faire passer «peut-être» les futurs accès au tunnel transfrontalier Lyon-Turin.

Cette gare Fret SNCF a été fermée début mai, divisant par 4 le nombre de voies de service disponibles qui permettent de stationner, former, trier des trains de fret et desservir des entreprises locales clientes.

Ce ne sont pas les 3 voies du faisceau de St-Avre « dédiées pour Fret SNCF » - plus courtes - qui vont permettre le renforcement d'un report modal de proximité en Savoie. Alors que la ligne historique est sous exploitée aujourd'hui, la suppression du triage de St-Jean-de-Maurienne, en plus de créer une forte souffrance au travail pour les agent.e.s concerné.e.s, va à l'encontre de l'histoire. Les voies, les catenaires, les traverses, les appareils de voies n'ont pas encore été retirés ; nous avons encore une chance d'éviter cette destruction irréversible en pleine crise écologique !

L'argent pour le Lyon-Turin va contre les cheminot·es et le service public ferroviaire !

A ce jour, la facture pour les citoyennes et citoyens s'élèverait à 30 milliards d'euros ; car l'argent vient bien de nos impôts. Ce projet inutile, tant que la ligne actuelle n'est pas saturée, vole chaque année des finances publiques qui pourraient permettre d'améliorer le réseau existant dans notre région et améliorer les conditions de travail des travailleurs/ses du rail. Alors que les investissements dans le ferroviaire ne cessent d'être pressurisés, SNCF Réseau a dépensé 545 M€, issu du dernier contrat de performance Etat-SNCF, pour les travaux préparatoires (destruction de la gare de St Jean de Maurienne, suppression du PRS, ...).

TELT est à la société chargée de la construction mais aussi de la gestion de la liaison ferroviaire Lyon-Turin. Cette entreprise, donc concurrente de SNCF Réseau, se verra transférer la ligne historique ces prochaines années. Très concrètement, on parle de privatisation du réseau entre la France et l'Italie, du transfert des salariées rattachées à SNCF Réseau dans ce futur gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire, ...

Une catastrophe écologique en cours

Réjoignons-nous, d'ici 2050, le projet aura atteint la neutralité carbone. 25 ans pendant lesquels la température de la planète va dramatiquement augmenter. La baisse des émissions carbone, c'est maintenant ! En 2050, il sera trop tard.

Les 10% du tunnel de base creusés, ainsi que les tunnels techniques, ont déjà dévié des courts d'eau et de nombreuses sources sont à sec en Maurienne. Les débris d'amoncellement sur des terres à haute valeur écologique. Laissons la terre dans le sol, arrêtons de saigner la montagne. **Que l'eau s'écoule librement, sans entrave. Il est encore temps d'arrêter cette catastrophe !**

Soyons massivement mobilisé·es les 17 et 18 juin dans la Vallée de la Maurienne !

Chambéry, 12 juin 2023

Syndicat SUD-Rail Alpes - 807 Chemin de la Rotonde - 73 000 - Chambéry
Tel 04 79 96 20 73 - Fax 04 79 96 09 00 - sudrail.chy@gmail.com - www.sudrail.fr

Éclosion d'un nouveau syndicat local :



SUD AGRICULTURE TARN

Débourrage syndical ! Telle une carotte dans les champs...

En ce printemps 2023, un syndicat de travailleur-euses du secteur agricole, affilié à la fédération Solidaires, s'est créé dans le Tarn.

Parce que la pénibilité, physique et mentale, concerne une proportion importante des travailleur-euses agricoles, qui subissent de plein fouet le changement climatique. Parce que les produits chimiques utilisés et rencontrés dans les parcelles agricoles ont depuis longtemps prouvés leur toxicité. Parce que l'astreinte des travailleur-euses est souvent importante et ne permet pas de bonnes conditions de repos. Parce qu'il est important de dénoncer le décalage systématique des heures dépassant les 35 h vers le mois suivant plutôt que de les payer en heures supplémentaires. Parce que les rémunérations de ces travailleur-euses sont largement insuffisantes par rapport à la production issue de leur travail. Parce qu'il existe encore un contrat à durée déterminée d'une précarité incroyable : le CDD saisonnier pour lequel aucune indemnité de précarité à la fin du contrat n'est versée. Parce qu'il devient fortement indécent d'exonérer les charges patronales, des petites comme des grosses exploitations agricoles, sur les salaires au SMIC. Parce que la production agricole sera avec peu de doutes une production non délocalisable et qu'il faut et faudra donc prendre en considération les problématiques

qui l'accompagnent. Parce que les salarié-es et nombre d'exploitant-es agricoles partagent certaines de ces problématiques. Parce que le travail avec du vivant et donc le travail agricole reste une activité donnant souvent du plaisir et de la fierté. Parce que le racisme et le sexisme se portent toujours bien sous serres, en plein champ et dans les vignes. Parce que, dans les faits ou bien souvent, seuls les exploitant-es agricoles sont représenté-es syndicalement et pris en compte en France.

Pour toutes ces raisons non exhaustives, nous sommes quelques-un-es à penser qu'il est important de regrouper les travailleur-euses (salarié-es et petit-es exploitant-es) qui le souhaitent afin d'améliorer les conditions de vie du secteur agricole.

Qui peut se syndiquer à Sud Agri Tarn ?

Nous accueillons les salarié-es, les cotisant-es solidaires, et les exploitant-es agricoles (qui emploient moins d'1/2 temps plein par an) de l'agriculture, de la sylviculture et des espaces verts.

Nous accueillons plus largement toute personne voulant comme nous améliorer les conditions de vie des travailleur-euses de la terre, mais aussi pour améliorer les pratiques agricoles afin de produire une nourriture saine pour nous et pour le vivant qui nous entoure.

En s'affiliant à Solidaires, nous nous inscrivons dans une tradition syndicaliste mêlant évidemment la lutte pour l'amélioration des conditions d'aujourd'hui mais aussi la lutte pour un projet de société d'émancipation anticapitaliste sans salariat ni patronat.



L'APPEL DE 25 SYNDICATS, ASSOCIATIONS ET PARTIS POLITIQUES À « SAUVER LE FRET FERROVIAIRE »

Tribune parue dans le *Journal Du Dimanche* le 27 mai 2023 : <https://www.lejdd.fr/politique/lappel-de-25-syndicats-associations-et-partis-politiques-sauver-le-fret-ferroviaire-136151#>

« Il faut réaménager dans notre pays notre fret ferroviaire qui a été un échec français il y a une vingtaine d'années et qu'il faut développer » voilà les mots prononcés par Emmanuel Macron lors de la campagne présidentielle en avril 2022.

Face au défi de notre siècle que représente la lutte contre le réchauffement climatique, la question des mobilités, et particulièrement celle du transport de marchandises, doit être revue de fond en comble. Il est temps de sortir des déclarations d'intention et de remettre le fret ferroviaire au cœur de notre économie et de nos modes de vie.

Aujourd'hui, nous savons que les transports sont responsables de plus de 30 % des émissions de gaz à effet de serre dont près de 95 % incombent au transport routier de marchandises et voyageurs, en hausse de plus de 39 % depuis 1990.

Depuis près de 20 ans, les choix politiques effectués, et en particulier l'ouverture à la concurrence du fret ferroviaire en 2006, ont eu pour effet de favoriser le transport routier et d'encourager le dumping social au détriment des objectifs écologiques et sociaux. Les opérateurs privés se sont rués sur les parties rentables du fret ferroviaire, au détriment de la SNCF sans créer de nouveaux trafics. La SNCF s'est ainsi vu retirer la possibilité de procéder à une péréquation entre trafics rentables et trafics déficitaires et a dû abandonner petit à petit sa vocation de transfert de marchandises de la route vers le rail.

Alors que nous avons besoin d'un outil efficace pour piloter une transition énergétique très exigeante, la commission européenne a ouvert une enquête ciblant Fret SNCF et considérant que cette entité a reçu des aides incompatibles de l'Etat français par rapport aux dogmes libéraux de Bruxelles.

Cette enquête diligentée, au nom du soi-disant principe de « concurrence libre et non faussée », a comme principal objectif de faire disparaître fret SNCF avec pour conséquence directe le transfert de plusieurs milliers de camions supplémentaires par an sur nos routes. En effet, seule la SNCF, opérateur de transport territorial, peut avoir des capacités fédératrices et mutualisatrices au niveau des territoires, qui sont nécessaires pour massifier les trafics, pérenniser et renouveler l'offre ferroviaire.

Un chiffre : un train de 35 wagons, c'est 55 camions de 32 tonnes en moins sur nos routes.

Face à l'urgence écologique, la France a besoin d'une grande politique publique de transport ferroviaire de marchandises qui doit rompre avec les annonces d'objectifs sans moyens et non suivis dans le temps. Pour préserver le climat et nos emplois, il faut sortir des logiques libérales et de la soumission du transport de marchandises par rail à l'économie de marché.

Face à l'inaction de l'État, nous ne pouvons laisser faire ce scandale écologique et social ! L'application des règles

européennes ne peut pas passer avant l'intérêt commun ; le gouvernement français doit prendre ses responsabilités et s'opposer à cette épée de Damoclès de l'Union Européenne sur Fret SNCF et ses 5000 cheminotes et cheminots.

Rien n'est inéluctable, il est encore temps d'agir !

Collectivement, nous pouvons changer les choses. Des choix s'imposent, à contre-courant des orientations libérales actuelles. Il s'agit simplement de volonté politique.

Il est temps de passer des mots aux actes concrets. Le fret ferroviaire ne peut plus être qu'une simple alternative ; il doit être tout simplement incontournable.

Nous, syndicalistes, cheminot-es, usagers et usagères, élu-es militant-e-s associatifs, appelons l'État français à ne pas sacrifier fret SNCF sur l'autel de la concurrence.

Afin de faire du fret ferroviaire public un outil central des politiques publiques de lutte contre le réchauffement climatique nous proposons de :

- Sortir le fret ferroviaire du marché de la concurrence et de créer un grand service public, unifié et cohérent, de transport ferroviaire et routier de marchandises.
- Prélever 1 milliard d'euros par an sur les profits réalisés sur les sociétés d'autoroutes pour les investir dans le développement des infrastructures ferroviaires fret
- Fixer une écotaxe poids lourds qui concernerait les poids lourds en transit qui refuseraient la solution du report modal, destinée à alimenter un fonds national d'investissement à destination de projets de fret ferroviaire et maritime.
- Prendre les initiatives législatives visant à développer le fret ferroviaire en imposant le Fer pour le transit routier et en interdisant toutes nouvelles constructions de zones logistiques si celles-ci ne sont pas embranchées au réseau ferré
- Déterminer les orientations nécessaires pour assurer un vivre-ensemble aux êtres humains, compatibles avec les exigences de justice sociale, de protection de l'environnement et d'autonomie des territoires

L'ensemble des signataires de cette tribune s'engagent à faire converger toutes les forces syndicales, politiques et associatives qui veulent organiser démocratiquement une politique alternative des transports vraiment efficace de préservation de l'environnement et de lutte contre le changement climatique, tout en tenant compte des conditions sociales des salariés.

Liste des signataires

Fédérations cheminotes : CGT : Thierry Nier Secrétaire Général Adjoint ; UNSA Ferroviaire : Didier Mathis Secrétaire Général ; SUD-Rail : Erik Meyer Secrétaire Fédéral ; CFDT : Thomas Cavel Secrétaire Général ; FO Cheminots : Philippe Herbeck ; Secrétaire Général Organisations interprofessionnelles : CGT : Sophie Binet Secrétaire Générale confédérale ; CFE-CGC François Hommeril Président ; UNSA : Laurent Escure Secrétaire Général ; Union syndicale Solidaires Murielle Guilbert et Simon Duteil Co-délégué-es généraux ; FSU : Benoît Teste Secrétaire Général ; Confédération Paysanne : Laurence Marandola Porte-parole ; **Associations** : Alternatiba : Anthony Yaba Porte-parole ; Attac France : Alice Picard, Co-porte-parole ; Convergence Nationale Rail : Didier Le Reste Président ; Coudes à Coudes : Willy Pelletier Coordinateur général ; Dernière Rénovation Amine Référent Partenariats Dernière Rénovation Fondation ; Copernic Marie Pierre Vieu et Karl Ghazi Co-Présidents ; Greenpeace France : Jean-François Julliard Directeur Général ; Les Amis de la Terre : Khaled Gajji Président ; Oxfam France : Cécile Duflot Directrice générale ; **Organisations politiques** : Europe Ecologie Les Verts : Marine Tondelier Secrétaire nationale ; Génération S : Arash Saedi ; La France Insoumise : Mathilde Panot Coordinatrice Nationale, Députée et Présidente du groupe parlementaire de la France Insoumise ; Parti Communiste Français : Fabien Roussel, Secrétaire national ; Parti Ouvrier Indépendant Jérôme Legave Député ; Parti Socialiste : Olivier Faure, Premier Secrétaire ; NPA : Olivier Besancenot - Porte-parole.

LES LIQUIDATEURS DE FRET SNCF



Clément
Beaune



Jean-Pierre
Farandou

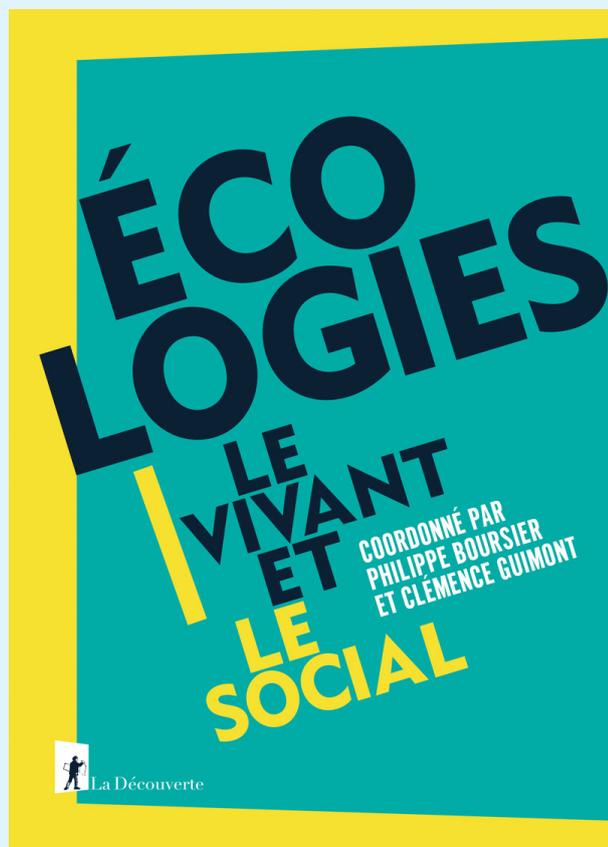
**NOUS NE LAISSERONS PAS FAIRE !
UNE RIPOSTE DE L'ENSEMBLE
DES CHEMINOT·ES
EST NÉCESSAIRE !**

Union
syndicale
Solidaires
Sud Rail



... le week-end d'action de Sainte-Soline des 25 et 26 mars 2023. Il avait pour but de stopper le chantier d'une méga bassine de 650 000 000 de litres d'eau pompée directement dans les nappes phréatiques et les cours d'eau et d'exiger un moratoire sur la question. Le 25 mars, ce sont donc plus de 30 000 personnes qui se sont réunies près de Sainte-Soline à l'appel de la Confédération Paysanne, de Bassines Non Merci et des Soulèvements de la Terre, mais aussi de plus de 100 organisations associatives et syndicales, dont l'Union syndicale Solidaires, pour mettre un terme aux projets mortifères des mégabassines. Face aux totems de la faune menacée par les projets de bassines, la outarde, la loutre et l'anguille, portés par les manifestant-es à travers champs dans une ambiance déterminée, le gouvernement a décidé, une fois encore, de déployer des milliers de gendarmes, des hélicoptères, des quads, etc. Ces derniers ont obéi aux ordres et n'ont pas hésité à faire usage d'une violence, disproportionnée: bombes de lacrymogène, grenades de désencerclement, grenades assourdissantes, LBD, matraques. Le bilan a été sans appel: 200 blessé-es, dont certain-es toujours dans un état grave. Malgré le déchaînement des violences policières à Sainte-Soline, notre détermination à porter un projet plus juste socialement et climatiquement ne nous arrêtera pas. Nos luttes sociales et écologiques sont étroitement liées et doivent s'imbriquer. C'est le sens du syndicalisme de transformation sociale porté par Solidaires. L'eau est un bien commun qui ne peut-être privatisée! vimeo.com/816001513 No Bassaran





Philippe Boursier et Clémence Guimont (coord.),
Écologies. Le vivant et le social, Paris,
La Découverte, 2022.

Écologies. Le vivant et le social, coordonné par Philippe Boursier et Clémence Guimont et publié en fin d'année dernière à La Découverte, ne doit effrayer ni par sa taille (622 pages) ni par son prix (28 euros). En effet, c'est un manuel, une encyclopédie, qui ne se lit pas d'une traite mais qui se compose de courts chapitres très simplement écrits, dont aucun ne dépasse les dix pages. Ennuyeux, alors ? Ou scolaire ? Pas du tout. Pour chacune des questions traitées, qui concernent toutes une dimension de la crise environnementale, il s'est agi de faire écrire un-e scientifique, un-e journaliste ou un-e militant-e pour donner des informations précises et claires, avec pour ligne de mire les perspectives de transformation et d'action.

Face à l'urgence écologique, on se sent vite démunie, illégitime, puis impuissant-e, faute de connaissances précises sur les sujets (eux mêmes nombreux), et en raison de la complexité des débats. Chacun comporte des dimensions qui ne sont réductibles ni à l'aspect « naturel » (physique, biologique) des choses, ni à son versant social, que nous maîtrisons mieux en tant que syndicalistes. C'est pour combler ce besoin d'expertise et de vulgarisation que le livre combine au maximum ce qui concerne « le vivant » en général, et le « social ». Il n'est pas écrit à destination d'étudiant-es ou d'enseignant-es (même s'il peut leur être grandement utile!), mais de toute personne curieuse de mieux comprendre les données scientifiquement reconnues sur la crise sociale et environnementale. Ce sont aussi bien des sociologues, des économistes, des historiens, des géographes, des urbanistes, des juristes, des climatologues, des physiciens, des biologistes, des épidémiologistes, des philosophes, qui écrivent. Chaque notice se compose des explications sur les données essentielles du problème, d'un lexique, d'une courte bibliographique pour qui voudrait approfondir, et de perspectives pour l'avenir. La première partie dresse un état des lieux de l'accélération des processus de la crise écologique. La deuxième pointe les responsabilités des classes sociales, entreprises et pays dominants. La troisième partie présente les courants et mouvements écologistes, en faisant la part belle à ceux qui mettent les classes populaires au cœur de leurs préoccupations. Enfin, une quatrième partie examine des propositions concrètes, sans pour autant avoir de visée programmatique.

Pour nous syndicalistes, l'intérêt est d'avoir l'ouvrage sous la main pour pouvoir faire le point sur des mécanismes qu'on connaît mal mais qui sont décisifs (le cycle de l'eau), sur des sujets sur lesquels nous avons besoin d'être armé-es (la « fabrique sociale et écologique des cancers », le scandale du chlordécone), sur des concepts qu'on entend ici et là et sur lesquels on voudrait pouvoir se faire son avis (comme celui d'« effondrement »). Mieux comprendre, aussi, des chiffres que nous utilisons, comme le calcul des responsabilités dans les émissions de gaz à effet de serre responsables du réchauffement climatique. Ce sont également nos moyens d'action qui sont interrogés : le droit ? la « consommation engagée » ? les Zad ? Et quelle est la place du syndicalisme dans tout cela ? Enfin, on trouve des synthèses susceptibles d'enrichir notre argumentaire sur des revendications que nous portons (gratuité des transports) !

AGENDA

Journées Reconversions Sociales et Écologiques

26-27 juin 2023 – Paris (75)

La commission écologie organise deux journées nationales de discussions et d'échanges concrets entre les équipes de Solidaires sur les questions de reconversions écologiques et sociales les 26 et 27 juin 2023. Il est encore temps de s'inscrire même s'il n'est plus possible de demander de congé formation auprès de votre employeur. C'est [ici pour s'inscrire](#).

L'objectif est de pouvoir échanger dans l'Union entre secteurs sur ce que nous mettons derrière le vocable de reconversion(s) écologique(s), en prenant en compte les réalités sectorielles : nous savons que rien ne doit ni ne pourra se faire sans les salarié·es. Syndicalistes de transformation sociale, nous voulons construire un projet qui puisse convaincre les travailleuses et travailleurs de sa nécessité et de son réalisme, qui ne soit pas que défensif face aux licenciements et fermetures d'entreprises ou de services publics. Pour Solidaires, social et écologie sont liés. L'urgence à agir sur le front écologique rejoint l'urgence à trouver un autre modèle productif que celui du capitalisme. Ainsi la question de la reconversion sociale doit être réfléchie de façon imbriquée avec celle de la reconversion écologique : il ne s'agit pas juste d'avoir de « meilleures normes de productions environnementales » mais de voir comment nous sommes capables de questionner et de remettre en question l'existant. La « reconversion » doit s'accompagner de droits sociaux à définir, de la place des salarié·es dans les décisions (coopératives, socialisation, autogestion).

Programme

Jour 1 – Atelier « Porter l'écologie dans l'entreprise »

Plénière 1 : Reconversion : quelles conditions, quels moyens/outils, expériences. Parler reconversion est un enjeu important pour la transformation sociale et écologique mais il est difficile d'en appréhender ses modalités (réflexion, élaboration, mise en œuvre) pour emporter l'adhésion et la participation des salarié·es. En fin de journée de 17h30-19h visionnage collectif du film *Barrage*

Jour 2 – Ateliers autour de l'eau

Plénière 2 : Eau : la guerre de l'eau est-elle engagée? Entre ressource et bien commun, l'eau est incontournable dans l'activité humaine (consommation individuelle, agricole, industrielle). Les changements climatiques ont une incidence sur le cycle de l'eau, sur les modalités naturelles de stockage, les conditions de consommation. Entre poursuite de la surconsommation et alternatives pour diminuer les besoins, deux types de société s'affrontent.

Journées d'études ADN 2023

Ven. 7 soir, sam. 8, et dim. 9 juillet 2023

10^e Journées d'Études du collectif ADN

à Biencourt-sur-Orge, à 7 km de BURE

<http://collectif-adn.fr/#JE2023>

Les Résistantes 2023

Première édition des Résistantes

– Rencontres des luttes locales et globales!

Du 3 au 6 août 2023, sur le plateau du Larzac

Cinquante ans après l'assemblée du Rajal del Gorp contre le projet d'extension du camp militaire et vingt ans après celui contre lesommet de l'OMC, ça va palpiter sur le plateau du Larzac. La première édition des rencontres «Les résistantes 2023» consacrées aux luttes locales et globales se déroulera du jeudi 3 au dimanche 6 août à La Salvetat (commune de La Couvertourade) dans ce lieu emblématique de l'altermondialisme. Pendant 4 jours, toutes les composantes des luttes contre des projets destructeurs et pour le Vivant, organisations paysannes, syndicales, associatives, des mouvements sociaux, etc., se retrouveront sur le plateau du Larzac! L'Union syndicale Solidaires Aveyron y participera et invite à la rejoindre.

Le convoi de l'eau

18-27 août 2023 – Sainte-Soline-Orléans-Paris

Appel à méga-tracto-vélo contre les méga-bassines.

Pour le partage de l'eau et des terres

<https://lessoulevementsdelaterre.org/blog/>

[le-convoi-de-leau-mega-tracto-velo-contre-les-mega-bassines](https://lessoulevementsdelaterre.org/blog/le-convoi-de-leau-mega-tracto-velo-contre-les-mega-bassines)

Départ le vendredi 18 août en fin d'après-midi de Sainte-Soline.

Arrivée prévue à l'agence de l'eau à Orléans autour du 24 août, puis à Paris le 26 août pour un final surprise.

Comment prendre part au convoi de l'eau ? Pour préparer les trajets, la caravane du tour, les ravitaillements et cantines en fonction du nombre de cyclistes, voici le formulaire d'inscription :

<https://framaforms.org/inscription-au-convoi-de-leau-1685303576>

Accueil sur les étapes et caravane du tour : Si vous habitez entre Sainte-Soline, Orléans et Paris et souhaitez participer à l'accueil du convoi sur les différentes étapes, à la préparation des repas et autres soirées, vous pouvez écrire à la même adresse :

convoideleau@protonmail.com



Bulletin

Solidaires Écologie